

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton  
74000 Annecy

A Annecy, le 18/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CATIDOM SA**

25 chemin de la Croix  
BP 66  
74600 Annecy

Références : [20240913\\_RAP-InspCatidom-v2](#)

Code AIOT : 0006104716

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement CATIDOM SA implanté ZI des Césardes - 25 chemin de la Croix Seynod - BP 40066 74600 Annecy. L'inspection a été annoncée le 29/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection. Elle a pour objectif principal de faire un point sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 janvier 2024 relatif à la suppression dans un délai d'un an, de tout rejet d'effluents d'origine industrielle dans le ruisseau de l'Herbe, et au respect dans un délai de 3 mois, des valeurs limites de rejet en nitrites et en MES dans le ruisseau de l'Herbe.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CATIDOM SA
- ZI des Césardes - 25 chemin de la Croix Seynod - BP 40066 74600 Annecy
- Code AIOT : 0006104716

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CATIDOM est spécialisée dans l'anodisation de l'aluminium. Elle emploie 80 salariés dont 5 intérimaires. Elle est autorisée à exploiter une installation de traitement de surface pour un volume total de 167 m<sup>3</sup> par arrêté préfectoral complémentaire n° 2015 – 0067 du 8 décembre 2015. Les installations de traitement de surface sont réparties dans deux ateliers et sont composées d'une chaîne « historique » et de cinq chaînes automatisées.

Le site CATIDOM a été racheté en février 2020 par le groupe italien COSTER, producteur de bouchons et de valves de remplissage. L'activité s'est diversifiée vers les produits cosmétiques et les produits « de prestige ».

Depuis 2 ans, le site a doublé sa capacité de production en changeant l'organisation interne (pas d'augmentation du volume des bains). Au vu du contexte économique difficile, il est actuellement en surcapacité par rapport aux besoins.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle du matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 8.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
2	Suite inspection du 9/05/2022 - dispositif de sprinklage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Demande de transmission de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Suites inspection du 9/05/2022 - confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 08/12/2015, article 2.6.3	Susceptible de suites	Demande de transmission de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Rejet zéro dans le ruisseau de l'Herbe	Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 2.4.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription déjà en cours	
5	Suites du contrôle inopiné 2023	Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 2.4.4.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	15 jours de contradictoire
6	sécheresse - Connaissance du prélèvement et compteurs	Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	plan des réseaux	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Lettre	Demande d'action	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	d'alimentation	30/06/2006, article 7	de suite préfectorale	corrective	
8	sécheresse - gestion économe de l'eau	Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 9.2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Connaissance de la zone d'alerte et situation du milieu	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Cas des sites demandant une exemption aux restrictions - Cas 3	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater le non-respect des valeurs limites de rejet en nitrites (en concentration et en flux) dans le ruisseau de l'Herbe et donc le non-respect de la disposition de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8/01/2024 relative à ce sujet. Ce constat conduit l'inspection à proposer au préfet de faire application du point II.4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement en ordonnant le paiement d'une astreinte journalière de 50 € à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Cette visite a également permis de faire le point sur la disposition de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 janvier 2024 relative à la suppression dans un délai d'un an, de tout rejet d'effluents d'origine industrielle dans le ruisseau de l'Herbe.

Il ressort que l'exploitant doit d'ici le 8 janvier 2025:

- soit avancer très rapidement sur la définition et la mise en oeuvre du procédé de traitement de la filière sulfurique et le présenter dans un dossier de porter à connaissance à transmettre au préfet.
- soit transmettre au préfet un dossier de porter à connaissance qui démontre que les rejets restants sont acceptables pour le ruisseau de l'Herbe et qui demande une modification de l'APC de 2015.

Dans tous les cas, un porter à connaissance concernant l'ensemble des traitements mis en place sur les effluents aqueux devra être déposé.

Lors de cette visite, il a de nouveau été constaté **l'absence de disjoncteur entre le réseau public de distribution d'eau et le réseau d'eaux industrielles**, ce qui conduit l'inspection à proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 3 mois, les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2015, en équipant le réseau d'alimentation d'un disjoncteur, ou à condition que le branchement se fasse par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge.

Enfin, cette visite a mis en évidence d'autres non-conformités pour lesquels il est attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en œuvre des actions correctives et qu'il transmette ou qu'il tienne à disposition de l'inspection certains documents justificatifs (voir détails dans les fiches de constats ci-dessous).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle du matériel électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par une personne compétente. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous leurs organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité.</p> <p>La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection précédente du 11/09/2023, il a été demandé à l'exploitant que le prochain contrôle Q19 concerne également les circuits d'éclairage et les alimentations de dispositifs terminaux (prises de courant, boîtes de dérivation).</p> <p>L'exploitant déclare que le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) pour l'année 2024 n'a pas encore eu lieu. Il devrait être effectué en octobre par l'APAVE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Suite inspection du 9/05/2022 - dispositif de sprinklage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 11/09/2023, il a été demandé à l'exploitant de justifier que le système de sprinklage dont il dispose n'est pas une obligation réglementaire. Comme il s'agit de zones de stockage, l'exploitant devait se positionner notamment par rapport à la rubrique 1510 « stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts » de la nomenclature ICPE. Ces justifications devaient être transmises à l'inspection dans un délai d'1 mois.  L'inspection a reçu un mail de l'exploitant le 13/11/2023 qui ne correspondait pas aux attentes. Suite à la réponse de l'inspection, l'exploitant a passé commande auprès de la société SOCOTEC pour analyser ce point.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il allait transmettre le rapport à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs attendus à l'inspection dans un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Suites inspection du 9/05/2022 - confinement des eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/12/2015, article 2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Aucune</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : Aucune</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement disposera d'une capacité de rétention capable de contenir, outre le volume des bacs de l'établissement les eaux d'incendie nécessaires pour combattre un sinistre majeur

pendant une durée de 2 heures.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle du 11/09/2023, l'inspection a recommandé à l'exploitant de vérifier que le débit de 240 m3/h en fonctionnement simultané de tous les poteaux incendie était assuré.</p> <p>L'exploitant s'est rapproché du Grand Annecy en janvier 2024 pour obtenir la vérification du débit en fonctionnement simultané des poteaux incendie. Le Grand Annecy attendait la réception d'un outil de modélisation hydraulique pour pouvoir répondre à l'exploitant. Cet outil étant désormais opérationnel, la collectivité devrait répondre prochainement à l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, lors du contrôle du 11/09/2023, l'inspection a demandé que le rapport sur le dimensionnement des besoins en eau et en rétention soit transmis au SDIS pour avis et qu'un retour soit fait à l'inspection dès réception.</p> <p>L'exploitant a bien transmis le rapport au SDIS par courriel du 6 novembre 2023, mais ne lui a pas demandé son avis sur le dimensionnement. Le SDIS n'a donc pas répondu à l'exploitant sur ce sujet.</p> <p>L'exploitant doit demander au SDIS explicitement son avis sur le dimensionnement des besoins en eau et en rétention des eaux incendie et en faire retour à l'inspection dans un délai de 2 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit demander au SDIS explicitement son avis sur le rapport relatif au dimensionnement des besoins en eau et en rétention, et en faire retour à l'inspection dans un délai de 2 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Rejet zéro dans le ruisseau de l'Herbe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eaux industrielles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.4.4 : Eaux industrielles</p> <p>2.4.4.1 - Dans le délai d'un an après notification du présent arrêté, le rejet des effluents d'origine industrielle sera interdit dans le ruisseau de l'Erbe.</p> <p>2.4.4.2 - Dans le délai d'un an après notification du présent arrêté, les effluents d'origine</p>

industrielle seront soit rejetés directement dans le Fier, soit traités par évapo-concentration conformément à la solution alternative exposée dans l'étude technico-économique de réduction des substances dangereuses n° 51157730, avec envoi des concentrats et des bains en filière déchets, selon les dispositions relatives aux déchets édictées par l'article 4 du présent arrêté.

Dans le cas d'un rejet direct vers le Fier, les effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30°C ;
- les volumes rejetés devront être en toutes circonstances inférieurs à 7 m<sup>3</sup>/h et à 150 m<sup>3</sup>/j.

[...]

### **Constats :**

Le jour de l'inspection, l'exploitant rejette toujours dans le ruisseau de l'Herbe ses effluents d'origine industrielle. Il est à noter que le délai d'un an fixé par l'APMD du 8 janvier 2024 interdisant tout rejet industriel dans l'Herbe n'est pas échu.

Par ailleurs, l'inspection n'a reçu aucun porter à connaissance relatif au projet de rejet au Fier, comme demandé par l'inspection dans un délai de 6 mois à compter de la réception par l'exploitant du rapport d'inspection daté du 11/10/2023.

L'exploitant a décidé de ne pas poursuivre le projet de rejet des effluents au Fier.

L'exploitant indique qu'il a choisi de mettre en oeuvre une solution de traitement de la totalité des effluents sans rejet au Fier pour réduire la consommation d'eau tout en diminuant la "charge" émise.

Cette solution consiste à séparer les effluents en 4 filières pour traitement:

- nitrique
- phosphorique
- sulfurique
- Autre ou reste des effluents

Cette solution nécessite une refonte totale de la station pour séparer les flux et mettre en place les filières de traitement. Le montant total de cette solution est estimé à 1,37 M€.

La filière nitrique qui doit supprimer les composés azotés de l'effluent a été mise en service le 8 septembre 2024, après:

- séparation de tous les réseaux contenant de l'azote (initié en septembre 2023 et fini en août 2024);
- remplacement de l'acide nitrique par de l'acide sulfurique dans les blanchiments;
- création d'une rétention résinée au niveau de la zone de dépotage pour mise en place du système;
- modification du densimètre des 3 évaporateurs;
- achat et installation des cuves, du système de brassage, des pompes doseuses, du système électrique.

Description du fonctionnement de la filière nitrique:

Les effluents azotés sont récupérés dans une cuve. Ces effluents sont mélangés à de la soude pour créer du nitrate de sodium. Le nitrate de sodium est ensuite envoyé vers un évapoconcentrateur pour séparer le nitrate de sodium (concentrat) de l'eau (distillat). Le concentrat est évacué et éliminé en tant que déchets en filière externe. Le distillat est réutilisé comme eaux de process.

La filière phosphorique qui doit supprimer les composés phosphorés de l'effluent (hors dégraissage acide) sera mise en service le 30 septembre 2024. Elle a nécessité:



- la séparation de tous les réseaux contenant des composés phosphorés hors dégraissage acide (initié en juin 2023 et fini en décembre 2023);
- la création d'une rétention inox sous le brillantage de C1 pour récupérer les égouttages non récupérés par les "bavettes" en bord de cuves (fini en décembre 2023)
- l'achat et l'installation des cuves, du décanteur, des pompes doseuses, du système électrique (fini en juillet 2024).

Du fait d'un problème sur une cuve, la filière ne pourra être mise en service que fin septembre.

Description du fonctionnement de la filière phosphorique:

Les effluents phosphorés provenant principalement du brillantage et du satinage sont récupérés dans une cuve avant d'être envoyés vers un évaporateur pour séparer les composés phosphorés et sulfurés (concentrat) de l'eau contenant des nitrates (distillat). Le distillat est renvoyé en amont de la filière nitrique. Le concentrat subit ensuite une réaction pour éliminer le Nickel puis une décantation pour récupérer le Cuivre. Le produit restant doit être repris par le fournisseur d'acide phosphorique neuf.

La filière "autre" qui rassemble tous les effluents hors filières nitrique, sulfurique et phosphorique doit être mise en service le 31 décembre 2024, après:

- révision complète du circuit d'eau dans la station (déplacement des osmoseurs, de la cuve de préparation floculent, des escaliers, remise à niveau du sol,...) : effectuée
- création d'un réseau séparatif de tous les effluents hors effluents nitriques, sulfuriques et phosphoriques : en cours
- commande du système le 2/09/2024 comprenant un système de préfiltration avec décanteur et 2 osmoseurs;
- commande de la cuve intermédiaire de 30 m3 le 2/09/2024
- achat d'un nouvel évaporateur (consultation en cours).

Description du fonctionnement de la filière "Autre":

Une fois tous les effluents séparés, il reste beaucoup d'eau (environ 100 m3) avec des traces de colmatants, de colorants, etc... Cette eau est décantée avant d'être osmosée par 2 osmoseurs. Les boues du décanteur seront évacuées et éliminées comme déchets. Les concentrats du second osmoseur seront évacuées et éliminées comme déchets. Les eaux (distillat) seront réutilisées intégralement dans le process. Un évaporateur sera peut-être ajouté pour réduire la quantité de concentrat produite par le second osmoseur.

Selon l'exploitant, les déchets représenteront un camion par mois pour les déchets azotés et un camion par mois issus de la filière "Autre".

L'exploitant déclare qu'au 31 décembre 2024, avec la mise en service de la filière "Autre", les rejets dans l'Herbe ne seront plus que de 20 m3/j et seront constitués uniquement de sulfate et de calcium.

L'exploitant envisage de mettre en place la filière sulfurique qui doit supprimer les composés sulfurés et le calcium de neutralisation de l'effluent. La date de mise en service de cette filière n'est pas encore planifiée puisque le procédé de traitement n'est pas encore défini. Un contrat avec un prestataire extérieur a été signé le 29/07/2024 pour développer un traitement séparatif des composés sulfurés sans neutralisation.

En conclusion, le 8 janvier 2024, à l'échéance de la mise en demeure demandant de ne plus rejeter dans le ruisseau de l'Herbe, le site rejettera encore 20 m3/j d'effluents industriels, constitués principalement de sulfate et de calcium.

<p>L'exploitant doit donc d'ici le 8 janvier 2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit avancer très rapidement sur la définition et la mise en oeuvre du procédé de traitement de la filière sulfurique et le présenter dans un dossier de porter à connaissance à transmettre au préfet.</li> <li>• soit transmettre au préfet un dossier de porter à connaissance qui démontre que les rejets restants sont acceptables pour le ruisseau de l'Herbe et qui demande une modification de l'APC de 2015.</li> </ul> <p>Dans tous les cas un porter à connaissance concernant l'ensemble des traitements mis en place sur les effluents aqueux devra être déposé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit donc d'ici le 8 janvier 2025:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit avancer très rapidement sur la définition et la mise en oeuvre du procédé de traitement de la filière sulfurique et le présenter dans un dossier de porter à connaissance à transmettre au préfet.</li> <li>• soit transmettre au préfet un dossier de porter à connaissance qui démontre que les rejets restants sont acceptables pour le ruisseau de l'Herbe et qui demande une modification de l'APC de 2015.</li> </ul> <p>Dans tous les cas un porter à connaissance concernant l'ensemble des traitements mis en place sur les effluents aqueux devra être déposé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Suites déjà en cours</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription déjà en cours</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Aucune</p>

#### N° 5 : Suites du contrôle inopiné 2023

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 2.4.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/04/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2.4.4.3 – [...] Durant les douze mois qui suivront la date de notification du présent arrêté, les effluents d'origine industrielle pourront être rejetés dans le ruisseau de l'Erbe. Les effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- température inférieure à 30°C ;</li> <li>- les volumes rejetés devront être en toutes circonstances inférieurs à 150 m<sup>3</sup>/j et à 10 m<sup>3</sup> sur une période de 2 heures consécutives.</li> </ul>

Rejet dans le ruisseau de l'Erbe :

Paramètres	Concentrations moyennes sur 24 h en mg/l	flux sur 24 heures consécutives en kg/jour
Substances visées par l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 Evaluation de l'état chimique des eaux		
Nickel	1	0,05
Plomb	0,5	0,075
Polluants spécifiques de l'état écologique Tableau 9 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010		
Chrome VI	0,1	0,01
Chrome total	2	0,30
Cuivre	2	0,20
Zinc	2	0,30
Eléments physico-chimiques généraux : Tableau 4 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010		
Azote global	-	50
Nitrites	1	0,1
Phosphore	10	1,0
Autres paramètres visés par l'arrêté du 30 juin 2006		
DCO	100	15
MES	20	3
Hydrocarbures	5	0,75
Fluor	10	1,5
Aluminium	4	0,5
Etain	2	0,20

#### Constats :

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 8 janvier 2024 de respecter sous 3 mois, les valeurs limites en concentration et en flux, pour les paramètres nitrites et matières en suspension (MES), fixées à l'article 2.4.4.3 de l'APC du 8 décembre 2015 concernant les effluents aqueux d'origine industrielle.

Le nouveau contrôle inopiné effectué le 2 et 3 juillet 2024 montre encore des dépassements en concentration et en flux en nitrites (17,6 mg/l au lieu de 1 mg/l et 1,5 kg/j au lieu de 0,1 kg/j), mais plus de dépassement en MES.

De plus, les 2 analyses trimestrielles réalisées en 2024 (5 mars 2024 et 4 juin 2024) par un laboratoire extérieur, montrent des dépassements en concentration et en flux en nitrites. Le 4 juin 2024, la concentration et le flux de nitrites sont de 4,93 mg/l au lieu de 1 mg/l, et de 0,5 kg/j au lieu de 0,1 kg/j.

Avec la création de la filière nitrique, l'exploitant a mis en place une autosurveillance quotidienne ponctuel des nitrites et des nitrates. Le jour de l'inspection, la concentration en nitrites au rejet mesurée par l'exploitant est de 1,53 mg/l au lieu de 1 mg/l alors que celle mesurée par l'exploitant dans la fosse de la station est de 0,2 mg/l. L'exploitant se demande si la différence n'est pas due au nitrites restant dans le décanteur et dans les réseaux.

Grâce à la filière nitrique, l'exploitant s'attend à ce que la concentration en nitrites devienne prochainement inférieure à la valeur limite.

L'exploitant a prévu la mise en place d'une surveillance hebdomadaire (sur 24h) par un laboratoire extérieur à partir de la semaine qui suit l'inspection (semaine 38) pour suivre l'évolution de la concentration en nitrites.

Le délai de l'APMD concernant le respect des valeurs limites de rejet en nitrites dans le ruisseau de l'Herbe étant échu, et les valeurs limites n'étant toujours pas respectées, l'inspection propose au Préfet de faire application du point II.4 de l'article L.171-8 du code de l'environnement en ordonnant le paiement d'une astreinte journalière de 50 € à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Par ailleurs, lors de l'inspection du 11/09/2023, l'analyse des résultats d'autosurveillance présents sur l'application GIDAF avait montré des dépassements réguliers:

- du volume d'eau rejeté;

- en concentration et en flux pour les paramètres: Phosphore, Cr VI et Ni.

L'analyse des résultats d'autosurveillance présents sur l'application GIDAF de janvier à août 2024 montre encore des dépassements:

- du volume d'eau rejeté: 16 fois sur 213 mesures, avec au maximum 226 m3/j au lieu de 150 m3/j
- du flux rejeté en Cr VI: 2 fois sur 28 mesures, avec au maximum 0.0122 kg/j au lieu de 0.01 kg/j
- de la concentration en DCO: 1 fois sur 2 mesures, avec au maximum 138 mg/l au lieu de 100 mg/l

Concernant les dépassements du volume d'eau rejeté, l'exploitant indique que ce sujet reste problématique. Ces dépassements ont lieu en fin de semaine le vendredi et avant les congés. Il ajoute que ce ne sera plus le cas une fois la filière "autre" mise en place au 31 décembre 2024 puisque le volume d'eau rejeté sera environ de 20 m3/j.

Concernant les dépassements du flux rejeté en Cr VI, l'exploitant indique qu'il provient de certaines teintes et qu'il ne devrait plus y avoir de dépassement une fois la filière "autre" mise en place au 31 décembre 2024 puisqu'ils se retrouveront alors dans les boues.

L'exploitant ne sait pas expliquer le dépassement de la concentration en DCO, mais il pense qu'il devrait disparaître également.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose au Préfet de faire application du point II.4 de l'article L.171-8 du code de

l'environnement en ordonnant le paiement d'une astreinte journalière de 50 € à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours de contradictoire

**N° 6 : sécheresse - Connaissance du prélèvement et compteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.2 : Alimentation en eau</p> <p>En cas de raccordement sur un forage en nappe, l'ouvrage devra être équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Lors de la réalisation et au cours de l'exploitation de forages en nappe, toutes dispositions devront être prises pour d'une part, éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et d'autre part prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant devra prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage devra être portée au préalable à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable, et leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge.</p> <p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables, et notamment à l'occasion de remplacement de matériel, à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront</p>

munies de compteurs volumétriques agréés.

La consommation d'eau de l'usine sera relevée chaque jour. Elle sera portée sur un registre.

L'exploitant devra, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre des articles R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 du code de l'environnement, relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les ouvrages de prélèvement devront être maintenus en bon état.

L'usage du réseau d'eau incendie sera strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 11/09/2023, il a été demandé à l'exploitant de réaliser sans délai un relevé quotidien du compteur général, qui n'était relevé qu'hebdomadairement.

Le jour de l'inspection, le registre a été consulté. Un relevé quotidien du compteur est bien effectué.

Par ailleurs, lors de l'inspection du 11/09/2023, il a été constaté l'absence de disconnecteur entre le réseau public de distribution d'eau et le réseau d'eaux industrielles. L'exploitant devait y remédier dans un délai de 3 mois.

Le jour de l'inspection, l'inspection a encore constaté l'absence de disconnecteur.

**Par conséquent, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois l'article 2.2 de l'AP du 8 décembre 2015 qui stipule que: "Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable, et leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge."**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois l'article 2.2 de l'AP du 8 décembre 2015 qui stipule que: "Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable, et leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge."**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : plan des réseaux d'alimentation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan des réseaux d'alimentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/03/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article 7 de l'arrêté du 30 juin 2006 [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]</p> <p>Article 2.3 de l'AP du 8/12/2015 : Collecte des effluents liquides</p> <p>Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et, si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.</p> <p>Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.</p> <p>Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas, ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 11/09/2023, l'inspection a demandé à l'exploitant sous 3 mois, de reprendre sur un seul plan masse si possible, l'ensemble des réseaux d'eaux du site avec localisation des compteurs.</p> <p>Par courrier en date du 9/01/2024, l'exploitant a demandé de faire plutôt 3 plans pour garder la lisibilité et d'attendre la fin des travaux sur les réseaux, envisagés à ce moment-là en septembre pour mettre à jour les plans.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant demande d'attendre la fin des travaux prévus en décembre pour mettre à jour les plans.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Les plans des réseaux d'eau devront être mis à jour à l'issue des travaux, soit dans un délai de 6 mois. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : sécheresse - gestion économe de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2015, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, circuits de refroidissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/03/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article 9.2.5 : Les circuits de régulation thermique de bains seront construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains seront en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuit ouvert.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 11/09/2023, il a été constaté la présence de circuits de refroidissement ouverts autorisés ni par l'AP du site du 8/12/2015 ni par l'AM du 30/06/2006.</p> <p>L'exploitant devait remédier à cette non-conformité ou solliciter une modification de son arrêté préfectoral sous 3 mois.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant confirme qu'il souhaite faire un porter à connaissance et qu'il pensait l'intégrer au porter à connaissance global concernant le traitement de la totalité des effluents aqueux.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant intégrera ce sujet dans le porter à connaissance global concernant le traitement de la totalité des effluents aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois



**N° 9 : Connaissance de la zone d'alerte et situation du milieu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 26/12/2023</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>ARTICLE 5 - <u>Délimitation des zones d'alerte</u></b></p> <p>Des mesures de restriction ou d'interdiction provisoires des usages de l'eau sont susceptibles d'être prises de façon coordonnée sur chacune des zones d'alerte suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Arve amont</li><li>• Arve aval</li><li>• Arve médian</li><li>• Chéran</li><li>• Dranses</li><li>• Fier</li><li>• Genevois</li><li>• Sud-Ouest Lémanique</li><li>• Usses</li></ul> <p>Le préfet de Savoie est coordonnateur pour la zone d'alerte du Chéran. La liste des communes concernées par chacune des zones d'alerte est reprise à l'annexe 2. Chaque commune appartient à une unique zone d'alerte. L'annexe 3 présente le découpage des zones d'alerte.</p> <p>L'exploitant a mis en place une organisation pour s'assurer qu'il identifie quotidiennement les prescriptions applicables à son installation (restrictions sécheresse) et applique cette organisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 11/09/2024, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place une organisation pour s'assurer qu'il identifie quotidiennement les prescriptions applicables à son installation (restrictions sécheresse). Le jour de l'inspection, l'exploitant sait que la zone d'alerte du Fier où se situe son site est en situation de vigilance. L'exploitant s'est inscrit sur le site VIGIEAU pour recevoir les alertes par courriel.</p> <p>Au constat 5 de l'inspection sécheresse du 11/09/2024, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 1 mois les documents permettant de justifier qu'il utilise 24,6% d'eau réutilisée par rapport à son prélèvement d'eau afin de ne pas être soumis aux mesures de restrictions imposées en période de sécheresse par l'AM du 30/06/2023. L'exploitant n'a rien transmis à l'inspection. Toutefois, cela n'est plus nécessaire car l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 7 mai 2024 remplace les exemptions listées dans l'arrêté ministériel. En effet, l'article 9 précise : "<i>les exemptions listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel sont remplacés par ceux du présent arrêté</i>".</p>

Dans le tableau de l'Annexe I de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 7 mai 2024, il est précisé "sont exemptés :

- les activités commerciales, artisanales et industrielles consommant :
  - moins de 1 000 m<sup>3</sup>/an dans le milieu ou
  - moins de 7 000 m<sup>3</sup>/an alimentées par le réseau d'eau potable.
- ou les établissements ICPE bénéficiant d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions quantitatives relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse ;
- ou les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum notamment via la mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, ou via le respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité à travers un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) mis à jour tous les ans."

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** Cas des sites demandant une exemption aux restrictions - Cas 3

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article Annexe 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Validité du plan de sobriété hydrique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 26/03/2024

**Prescription contrôlée :**

L'arrêté cadre départemental sécheresse du 16 mai 2022 impose aux ICPE de réduire les prélèvements d'eau pour le process industriel en fonction du niveau de gravité (25% en alerte, 50% en alerte renforcée, interdiction en crise), sauf :

- cas 1 : les activités commerciales, artisanales et industrielle alimentées par le réseau d'eau potable et consommant moins de 7 000 m<sup>3</sup>/an;
- cas 2 : les établissements bénéficiant d'un arrêté préfectoral comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse;
- cas 3 : les établissements pouvant démontrer que leur besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique économe par secteur d'activité).

Le guide de lecture de l'arrêté cadre départemental de juin 2023 indique que les ICPE souhaitant bénéficier d'une exemption pour un prélèvement réduit au minimum (cas 3) doivent s'être déclaré à la DREAL et avoir rédigé leur plan de sobriété hydrique (PSH) pour le justifier. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, la nouvelle version du PSH n'a pas été demandée.

Cependant, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la nouvelle version du modèle de PSH incluant un onglet concernant le volume de référence.

De plus, l'inspection a rappelé que le PSH doit être mis à jour à minima tous les ans (cf article 9 de l'AP cadre sécheresse départemental du 7 mai 2024).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la nouvelle version du modèle de PSH incluant un onglet concernant le volume de référence, qu'il est recommandé d'utiliser.

De plus, l'inspection a rappelé que le PSH doit être mis à jour à minima tous les ans (cf article 9 de l'AP cadre sécheresse départemental du 7 mai 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite